Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

36 | 2008

**L'enquête judiciaire et ses récits - Mots, violence et
politique - Varia**

Introduction

Carole Christen-Lécuyer, Laurent Colantonio et Emmanuel Fureix

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2582>

DOI : 10.4000/rh19.2582

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 7-14

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Carole Christen-Lécuyer, Laurent Colantonio et Emmanuel Fureix, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 36 | 2008, mis en ligne le 03 juillet 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2582> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.2582>

Tous droits réservés

CAROLE CHRISTEN-LÉCUYER,
LAURENT COLANTONIO ET EMMANUEL FUREIX

Introduction

Comme les précédents, ce numéro *Varia* témoigne de quelques inflexions significatives dans l'écriture de l'histoire, singulièrement du XIX^e siècle. Le recentrage sur les acteurs – individus ou groupes – s'accompagne d'une réflexion empirique sur les conditions de leur entrée dans l'espace public par la maîtrise (inégaie) du langage efficace, de son pouvoir performatif, des catégories qu'il produit et des institutions qui l'organisent et le normalisent¹. Des *outsiders*, par ruse ou « braconnage »², peuvent ainsi s'immiscer dans l'ordre judiciaire grâce à leur habile maîtrise de l'écrit et de la délation fabulatrice (les forçats plus ou moins lettrés étudiés par Gilles Malandain). En situation de guerre civile, vainqueurs et vaincus peuvent tour à tour instrumentaliser les mots (par la rumeur) pour déclencher un cycle de vengeance et assouvir un besoin collectif de justice punitive (dans le Gard de 1814-1815 analysé par Pierre Triomphe). Des citoyens ordinaires peuvent, le temps d'une insulte ou d'une menace à connotation politique, entrer par effraction en communication imaginaire avec le souverain (Natalie Petiteau)... La mise en ordre du discours, en dernier ressort, revient toutefois aux autorités ou aux acteurs dominants du monde social : dans la concurrence des interprétations entre médecins et juges pour mesurer la folie d'un criminel, le poids des réseaux sociaux de l'accusé peut s'avérer décisif (dans l'acquittement du monomane étudié par Laurence Guignard). D'autres inflexions historiographiques transparaissent d'un article à l'autre : la mise à l'épreuve des réseaux dans la compréhension des mobilisations collectives (réseaux de parentèle, de parenté spirituelle et de patronage dans une vallée alpine, analysés par Sandro Guzzi-Heeb) ; l'intérêt pour les transferts culturels et politiques, sources d'incompréhensions potentielles (Mazzini et la gauche française étudiés par Anne-Claire Ignace) ; et la prise en compte de l'imaginaire familial et du

1. Sur toutes ces questions, les historiens sont bien sûr redevables, entre autres, des travaux de Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001, et de Michel Foucault, notamment *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.

2. Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, tome 1, *Arts de faire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1990, p. 239 et suiv. (à propos de la lecture)

gender dans la fabrication et la réception d'un modèle politique (la monarchie bourgeoise à travers la figure de Marie-Amélie, étudiée par Jo Burr Margadant). Nous sommes reconnaissants à cette historienne américaine d'avoir bien voulu nous livrer la version remaniée d'un article déjà publié dans une revue anglo-saxonne ³. Au total, la proximité des objets et des méthodes a autorisé un regroupement thématique (partiel), autour de deux axes, déjà balisés par l'historiographie : l'enquête judiciaire, et la violence des mots en politique.

Si de nombreux travaux ont été consacrés, depuis une vingtaine d'années, à l'histoire contemporaine du crime, de la justice et de la répression, l'enquête judiciaire n'est devenue objet d'histoire que récemment, en particulier ses modalités normatives et imaginaires, ses acteurs et son exercice pratique ⁴. C'est l'enquête judiciaire, par son processus d'élucidation progressive, qui rend peu à peu le crime maîtrisable et le fait advenir comme réalité sociale. Au XIX^e siècle, elle devient un enjeu majeur de l'ordre social, un instrument de sa protection, un outil de sa reproduction. Les deux études de cas proposés ici – les « révélations » de forçats lettrés dans l'affaire Louvel (1820) et le procès du monomane Jules Rousse en 1855 –, permettent d'approcher le fonctionnement des enquêtes et des pratiques judiciaires en France, au cours d'un siècle souvent associé aux « progrès » de la rationalité judiciaire.

En dépit de la méfiance qu'il suscite, c'est le témoignage qui gouverne l'enquête. Aussi, dans la recherche de la « Vérité judiciaire », en particulier dans le contexte d'un supposé complot politique, tous les témoignages – même ceux émanant d'individus douteux – sont-ils examinés avec soin. Quelques prisonniers ou forçats annonçant par écrit des « révélations importantes » peuvent même être extraits de leur cellule pour témoigner. Dans sa contribution, Gilles Malandain montre comment, par la maîtrise de l'écrit, des détenus, auteurs de lettres « frauduleuses », peuvent contourner réellement ou symboliquement l'exclusion carcérale. Michel Gérard, condamné comme faussaire à quinze ans de bagne, utilise ainsi la voie épistolaire (des « révélations annoncées ») pour devenir acteur de l'enquête judiciaire sur l'attentat de Louvel en 1820 ⁵. Sa stratégie semble payante puisque les lettres qu'il rédige au ministre de l'Intérieur Decazes et au duc d'Angoulême lui permettent d'être conduit du bagne de Lorient à Paris pour y être entendu par le préfet de Police. Au

3. « Representing Queen Marie-Amélie in a "Bourgeois" Monarchy », *Historical Reflections/Réflexions historiques*, n° 32-2, 2006, p. 421-445.

4. Voir le colloque récent de Jean-Claude Farcy, Dominique Kalifa et Jean-Noël Luc [dir.], *L'enquête judiciaire en Europe au XIX^e siècle : acteurs, imaginaires, pratiques*, Grâne, Éditions Créaphis, 2007.

5. Sur cette affaire voir la thèse de doctorat d'histoire de Gilles Malandain, *L'affaire Louvel ou l'introuvable complot. Événement, enquête judiciaire et expression politique dans la France de la Restauration*, Université de Paris XII, 2005 et sur le contexte de l'enquête judiciaire de cet attentat voir Gilles Malandain, « Ouverture et aporie de l'enquête judiciaire : à la recherche des complices de Louvel (1820) », dans Jean-Claude Farcy, Dominique Kalifa et Jean-Noël Luc [dir.], *L'enquête judiciaire...*, ouv. cit., p. 317-326.

cours de cet interrogatoire, Gérard se contredit et accuse un autre forçat, lettré comme lui, Michel Boutié, d'avoir correspondu avec l'assassin du duc de Berry. Boutié utilise à son tour l'écrit pour se disculper. Quant à Gérard, il continue d'écrire aux autorités mais finit par être confondu : l'imposteur doit retourner au bagne de Lorient. Le dossier Gérard implique aussi certains gardiens analphabètes recourant aux services lettrés des forçats. L'article, par une attention fine à la chronologie de l'affaire, aux mots de la délation, ainsi qu'aux interactions individuelles du bagne, permet de mieux saisir des tentatives, mêmes maladroites, pour subvertir de l'intérieur et par l'écriture l'institution judiciaire et carcérale. La perspective est donc ici un peu différente de celle de Philippe Artières, à savoir une anthropologie de l'écriture en prison à partir d'autobiographies de criminels sollicitées par des médecins ⁶.

Laurence Guignard, pour sa part, se propose de saisir les modalités et l'exercice pratique d'une enquête pénale au début du Second Empire, singulière à bien des égards : par la nature du crime – un étrange parricide ⁷ –, le statut social de l'accusé – notabiliaire – et les savoirs mobilisés. L'objet de cette enquête est le crime commis contre sa belle-mère par le fils d'une famille de notables bordelais, Jules Rousse, dont les aveux spontanés conduisent l'instruction à s'interroger sur une éventuelle aliénation mentale. L'enquête s'attache alors non seulement à la matérialité de l'acte, mais aussi à l'« âme du criminel », sollicitant pour cela des représentations puisées hors du droit. Elle croise des observations, des interrogatoires, des témoignages, des expertises médico-légales. La personnalité de l'inculpé fait l'objet d'une analyse minutieuse : l'intérêt (l'héritage), les passions (la haine), le caractère (la cruauté, la mélancolie, le suicide), les mœurs (la masturbation) sont tour à tour évoqués par les acteurs de l'enquête pour expliquer ce crime. L'instruction pénale porte sur l'acte, l'état « moral » de l'accusé, et sa responsabilité pénale ⁸, à un moment de tensions entre savoirs médicaux et pouvoir judiciaire. Neuf médecins – parmi lesquels les célèbres Devergie, Tardieu et Calmeil – participent à deux expertises et une consultation médico-légales. Tous concluent à l'irresponsabilité pénale de Rousse, soit en raison d'une « monomanie homicide » (catégorie forgée par Esquirol, déjà ancienne au moment du procès) soit en raison d'une « folie transitoire ». La dimension intellectuelle de l'enquête est ici saisie, en raison de l'hybridité des savoirs médicaux : approche psychologique autour d'une antipathie devenue monomanie, intérêt pour l'hérédité, médecine encore largement humorale caractéristique d'un « ancien régime

6. Philippe Artières, *Le livre des vies coupables. Autobiographies de criminels (1896-1909)*, Paris, Albin Michel, 2000.

7. Sur l'histoire des parricides au XIX^e siècle, voir la belle étude de Sylvie Lapalus, *La mort du vieux. Une histoire du parricide au XIX^e siècle*, Paris, Tallandier, 2004.

8. Sur l'expertise psychologique et médicale des criminels voir la thèse de doctorat d'histoire de Laurence Guignard, *Juger la folie. La justice pénale et la folie des criminels à l'âge de l'aliénisme (1791-1865)*, Université de Paris I, 2006 et sa contribution « Enquêter sur la santé mentale des criminels : les usages de l'expertise (1791-1865) », dans Jean-Claude Farcy, Dominique Kalifa et Jean-Noël Luc [dir.], *L'enquête judiciaire...*, ouv. cit., p. 283-295.

des rapports du corps et de l'âme». Les magistrats refusent l'hypothèse de la folie : l'acte d'accusation voit dans Jules Rousse seulement un criminel pervers. Mais dans le procès d'assises, les jurés, probablement influencés par l'appartenance sociale de Rousse, choisissent *in fine* de l'acquitter.

La violence des mots en politique occupe le second volet de la présente livraison. La violence verbale, de biais, entre dans toute histoire de la conflictualité politique. Or, rares sont les historiens du XIX^e siècle à s'en être saisis comme d'un objet à part entière ⁹. Sans doute par timidité disciplinaire, face à des faits de langage qui supposent un indispensable détour par le droit (normes du dicible), la linguistique (analyse du discours), la sociologie (interactionniste en particulier), l'ethnologie (de l'honneur et des violences symboliques). Peut-être aussi par crainte de déposséder le XIX^e siècle de sa modernité par le ressassement de mots, de discours et de rumeurs d'apparence intemporelle, ou en surgissement discontinu ¹⁰. Il y a en tout cas, tant sur la parole séditeuse que sur la rumeur violente, encore beaucoup à dire et à écrire. Les articles proposés ici n'ont pas d'autre ambition que de proposer des pistes exploratoires.

Pierre Triomphe, à la suite de François Ploux ¹¹, analyse le poids de la rumeur et de l'imaginaire qu'elle charrie dans le déclenchement de violences, ici paroxystiques puisqu'il s'agit de la Terreur blanche de 1815. La violence est omniprésente : dans les faits mis en intrigue par la rumeur, dans les mots qui déshumanisent l'ennemi, et dans le cycle de vengeance engendré par la peur dont se nourrissent ces mots. La mécanique en est implacable, et modifie sensiblement l'interprétation de la Terreur blanche en termes de simple complot royaliste. Dans des conditions favorables au surgissement de rumeurs – contexte de pluralité religieuse et de « guerre civile » locale depuis la Révolution (Jean-Clément Martin) – s'ouvre un « cycle rumoral » dès 1814. Des rumeurs d'agression surgissent dans chaque camp et se nourrissent les unes les autres : celle d'une « nouvelle Saint-Barthélemy », chez les libéraux lors de la première Restauration ; celle d'un massacre des « miquelets », du côté des « royalistes » pendant les Cent-Jours. Au cours de l'été 1815, à la faveur d'une vacance ou d'une coexistence des pouvoirs, les « bruits » s'amplifient, deviennent agissants, et débouchent sur des massacres anti-protestants transfigurés du même coup en drames judiciaires. Du côté des vaincus, les violences sont parfois hypertrophiées, provoquant une mobilisation militaire des commu-

9. À l'exception, entre autres, du colloque récent de Thomas Bouchet, Matthew Leggett, Geneviève Verdo, Jean Vigreux [dir.], *L'Insulte (en) politique. Europe et Amérique latine du XIX^e siècle à nos jours*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005.

10. Les travaux d'Arlette Farge, à la suite de Michel Foucault, valorisent ainsi l'événement discursif dans son surgissement plutôt que dans le processus de politisation dans lequel il s'inscrirait. Voir Arlette Farge, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1992.

11. François Ploux, *De bouche à oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 2003.

nes protestantes, qui elle-même nourrit de nouvelles rumeurs royalistes et accentue ainsi les violences répressives.

Natalie Petiteau s'attache quant à elle à la violence verbale érigée en délit politique, du Consulat à la Restauration (1800-1830). Celle-ci, définie par des seuils juridiques mouvants d'un régime à l'autre, peut ressortir de la rumeur (« fausse nouvelle ») interprétée en termes de violence contre l'État, mais plus souvent de l'insulte ou de la menace. La saisie par l'historien des mots ou « cris séditieux » est entravée par leur mise en forme dans les sources judiciaires ou policières, qui les tronquent, les classent, les taisent ou les hypertrophient. Quoi qu'il en soit, ces mots, par d'autres voies que l'imprimé, permettent d'accéder à une « sphère publique plébéienne » (Jürgen Habermas) en pleine recomposition au lendemain de la Révolution. Le contenu des mots de la violence révèle la permanence d'un discours de communication fantasmée avec le souverain (Napoléon puis Louis XVIII et Charles X), et la persistance d'un rapport au politique centré sur les individus incarnant le pouvoir. Effet de source ou non, les idéaux démocratiques charriés par la Révolution française sont peu présents dans la parole jugée séditieuse. Cette dernière, proche du « blasphème politique »¹², relève bien souvent de gestes de provocation, de défi, voire de jeu ritualisé, inscrits dans des interactions sociales difficiles à reconstruire – à moins de travailler à l'échelle très locale. Le régicide symbolique – rêve du tyran Napoléon guillotiné, ou du « gros cochon » Louis XVIII saigné – s'inscrit dans une histoire de longue durée de la communication monarchique. L'incarnation forte du pouvoir suppose négativement l'exposition de la personne royale à l'outrage verbal, renforcée paradoxalement par les procédures répressives. Ce système de représentations semble encore prévaloir sous l'Empire et la Restauration.

Enfin, trois contributions relèvent littéralement de la catégorie *Varia*, tant la diversité des problématiques, de thèmes abordés et des sources mobilisées rendraient artificiel un regroupement thématique plus précis.

Dans un article qui témoigne du renouvellement actuel des approches et de travaux sur la bourgeoisie – la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* a d'ailleurs consacré un numéro récent à ce propos¹³ –, Jo Burr Margadant interroge la construction et la réception du modèle de la monarchie bourgeoise sous le règne de Louis-Philippe, en privilégiant la figure de la reine Marie-Amélie. La démonstration repose principalement sur une riche iconographie et se situe dans une perspective historiographique voisine de celle proposée par Sarah Maza concernant la bourgeoisie¹⁴, et de Lynn Hunt autour des ima-

12. Gilles Malandain, *L'Affaire Louvel ou l'introuvable complot...*, ouv. cité, p. 455.

13. *Revue d'histoire du XIX^e siècle*. La bourgeoisie : mythes, identités et pratiques, n° 34, 2007/1.

14. Sarah Maza, *The Myth of the Bourgeoisie. An Essay on the Social Imaginary, 1750-1850*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2003 et, pour une présentation de son travail en français et centrée sur la Restauration, voir Sarah Maza, « Construire et déconstruire la bourgeoisie : discours politique et imaginaire social au début du XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 34, 2007/1, p. 21-37.

ginaires politiques de la famille ¹⁵. L'auteure montre comment le « mode de vie bourgeois », assumé et entretenu par les Orléans sous la Restauration, a pu tour à tour faciliter l'accession du duc d'Orléans sur le trône puis miner l'adhésion au nouveau régime. La mise en scène des vertus domestiques de Marie-Amélie, modèle universellement reconnu d'amour et de devoir familial, a particulièrement séduit les libéraux, qui ont voulu y voir le signe d'une adéquation entre leur projet politique et celui du futur souverain. Toutefois, dès lors que dans l'imaginaire social le modèle familial bourgeois, dominé par les intérêts privés, le secret et la dissimulation, a fait figure de repoussoir, le « roi-bourgeois » et son entourage sont devenus des cibles privilégiées pour les opposants au régime de Juillet. La mesquinerie, l'égoïsme, la cupidité, le choix de privilégier les intérêts familiaux aux dépens de l'intérêt national, devinrent autant de leitmotivs sous la plume de caricaturistes et de satiristes avides de brocarder, à travers les attaques lancées contre la famille royale, un modèle politique. Dans ces circonstances, à rebours de ce qu'elle avait précédemment pu induire, l'image de Marie-Amélie a participé à l'affaiblissement progressif du régime, jusqu'au douloureux « réveil du 25 février » [Fig. 13] pour les époux déchus.

Dans un tout autre registre, quoique toujours politique, le val de Bagnes, au cœur du Valais suisse, constitue la toile de fond de l'article de Sandro Guzzi-Heeb. L'auteur s'intéresse aux logiques de la mobilisation politique populaire au sein de cette microsociété alpine, dont l'histoire fut marquée, des années 1840 à la fin du siècle, par les affrontements entre radicaux de la Jeune Suisse et conservateurs de la Vieille Suisse. Il inscrit sa réflexion dans une historiographie privilégiant le niveau micro-historique et le rôle des acteurs ¹⁶. Il se démarque des études qui insistent sur les modes de politisation par le haut, mais porte un regard tout aussi critique à l'égard de celles qui surestiment à ses yeux l'importance des liens traditionnels et des pesanteurs anthropologiques. La démarche de Sandro Guzzi-Heeb le conduit à appliquer au champ du politique les méthodes d'analyse de réseaux déjà familières aux historiens du social ¹⁷. Les réseaux étudiés regroupent plusieurs centaines d'individus. Ils ont été essentiellement reconstitués à partir des acteurs identifiés au cours de six conflits locaux représentatifs, et complétés par de riches données généalogiques, notariales et cadastrales. L'auteur souligne le poids des liens familiaux et des solidarités locales, et relativise l'influence du clientélisme. Toutefois, il ressort de cette étude originale que l'appartenance à

15. Lynn Hunt, *Le roman familial de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1995.

16. Sur la critique des catégories labroussiennes et « l'oubli de l'acteur » en histoire sociale, voir notamment Bernard Lepetit [dir.], *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995.

17. Voir par exemple Maurizio Gribaudi [dir.], *Espaces, temporalités, stratifications. Exercices sur les réseaux sociaux*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1999 ou plus récemment les articles Claire Lemerrier, « Liens privés et régulation de l'économie : la famille et l'institution (Paris, XIX^e siècle) » et Laurent Clavier, « "Quartier" et expériences politiques dans les faubourgs du nord-est parisien en 1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle. Relations sociales et espace public*, n° 33, 2006/2, p. 23-53 et p. 121-141.

un réseau spécifique (parentèle, communauté villageoise, parenté spirituelle, patronage...) ne suffit pas à expliquer les mécanismes de la mobilisation politique, l'organisation des factions ou encore les recompositions – souvent tactiques – à l'œuvre au cours du dernier quart du siècle. L'article réaffirme l'autonomie des acteurs et leur capacité à se déterminer en fonction de stratégies individuelles ou du poids de la conjoncture, économique ou politique.

Dans la récente biographie qu'il lui a consacrée, Jean-Yves Frétygné constate que « le rapport de Mazzini avec la France est particulièrement complexe », entre fascination pour le pays de la Révolution de 1789 et dédain pour le matérialisme envahissant de la France de la monarchie de Juillet ¹⁸. Dans sa contribution, Anne-Claire Ignace examine spécifiquement l'évolution des relations entre l'Italien et les démocrates français après 1848. En s'appuyant sur la correspondance du Génois – en particulier avec George Sand – et sur une série d'articles, de brochures et de manifestes de et sur Mazzini, elle inscrit son travail dans une perspective comparatiste récemment renouvelée par « l'histoire croisée » et l'étude des transferts et des interactions ¹⁹. Son analyse prolonge d'abord celle menée par Jean-Yves Frétygné sur « la polémique entre Mazzini et les socialistes français », de 1849 à 1853 ²⁰. L'article rend compte de violentes attaques lancées par Giuseppe Mazzini à l'encontre des socialistes français, auxquels il oppose sa doctrine de l'association et son projet insurrectionnel. Toutefois, en contrepoint de la chronique de cette rupture annoncée, l'auteure montre aussi que le prestige de Mazzini est demeuré intact auprès de nombreux proscrits, républicains modérés proches de Ledru-Rollin, avec lequel il fonde en 1850 le Comité central démocratique européen. Aussi, pour qualifier l'évolution des rapports entre Giuseppe Mazzini et les démocrates français, Anne-Claire Ignace préfère-t-elle parler d'un reclassement politique plutôt que d'une rupture radicale – pourtant souvent présentée comme telle dans l'historiographie –, un reclassement qui illustrerait la crise de la gauche européenne au lendemain de l'échec du « printemps des peuples ».

La rubrique des comptes rendus de lecture est de nouveau enrichie par une note critique : François Jarrige présente trois ouvrages américains récents sur les singularités de l'industrialisation française et sur les raisons du retard (échec?) ou du dynamisme (succès?) du développement industriel français.

18. Jean-Yves Frétygné, *Giuseppe Mazzini. Père de l'unité italienne*, Paris, Fayard, 2006, p. 9 pour la citation et surtout chapitres 7 et 8, p. 87-105.

19. En France, les travaux désormais classiques de Christophe Charle, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Le Seuil, 1996 et Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales : Europe XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Le Seuil, 1999 ont participé à relancer le comparatisme en histoire contemporaine. Sur les débats récents autour des questions de comparaison, transferts et histoire croisée, voir en particulier : Michael Werner et Bénédicte Zimmermann [dir.], *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Le Seuil, 2004 et Deborah Cohen et Maura O'Connor (eds), *Comparison and History : Europe in Cross-National Perspective*, New York et Londres, Routledge, 2004, en particulier l'article de Heinz-Gerhard Haupt et Jürgen Kocka, "Comparative history : methods, aims, problems", p. 23-40.

20. Jean-Yves Frétygné, *Giuseppe Mazzini...*, ouv. cité, p. 339-342.

Les analyses traditionnelles opposaient la lente industrialisation française dominée par la permanence du monde rural au modèle industriel britannique considéré comme pionnier. Elles ont été remises en cause par la mise en évidence des dynamiques régionales et artisanales. Les ouvrages recensés ici revisitent ces questions anciennes de l'histoire économique, et portent un regard neuf sur l'historiographie de la « révolution industrielle » en proposant de nouvelles hypothèses et pistes de travail. Ils adoptent des perspectives très différentes tant par l'objet étudié que par l'échelle d'analyse – vaste synthèse nationale sur la modernisation des entreprises et du capitalisme français de 1800 à 1930 ; micro-histoire des pratiques managériales dans la papeterie des Montgolfier à Vidalon de 1761 à 1805 ; analyse des liens entre crises politiques, conflits sociaux et trajectoires industrielles de 1750 à 1830. Ils dépassent les barrières chronologiques dressées par l'historiographie en englobant dans un long *xix^e* siècle les périodes révolutionnaire et impériale. Ces études témoignent de l'intérêt des historiens américains pour l'histoire économique et sociale de la France du *xix^e* siècle et de la vitalité de l'historiographie économique.

*Carole Christen-Lécuyer est chercheuse associée
au laboratoire Identités, Cultures, Territoires (université Paris-Diderot/Paris 7),
Laurent Colantonio est docteur en histoire de l'université Paris 8
et Emmanuel Fureix est maître de conférences
à l'université de Paris 12-Val-de-Marne*